

Recueil des Actes Administratifs

TOME 3/3

Septembre 2017



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Culture et Sport
Abroge et remplace l'arrêté n° 2017/0421/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Culture et Sport est composé de :

- La Direction Culture et Patrimoine,
- La Direction Sports et Jeunesse,
- La Direction du Parc du Lunaret.

Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services :

- Manifestations culturelles
- Archives municipales
- Administration
- Partenariat culturel
- Lieux d'Arts et d'Histoire
- Audiovisuel et Industries culturelles

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Camille AUBIN pour ce qui relève du service Manifestations culturelles, Madame Christine FEUILLAS pour ce qui relève du service Archives municipales, Madame Carine BAQUIER pour ce qui relève du service Administration, Madame Danielle GONCALVÈS pour ce qui relève du service Partenariat culturel, Monsieur Julien PRADÉ pour ce qui relève du service Lieux d'Arts et d'Histoire et Madame Madeline FAURE pour ce qui relève du service Audiovisuel et Industries culturelles.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Mesdames Camille AUBIN, Christine FEUILLAS, Carine BAQUIER, Danielle GONCALVÈS, de Monsieur Julien PRADÉ et de Madame Madeline FAURE, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-1 :

Madame Camille AUBIN, responsable du service Manifestations culturelles, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Camille AUBIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Camille AUBIN et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-2 :

Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives municipales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-3 :

Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-4 :

Madame Danielle GONCALVÈS, responsable du service Partenariat culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Danielle GONCALVÈS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Danielle GONCALVÈS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-5 :

Monsieur Julien PRADE, responsable du service Lieux d'Arts et d'Histoire, à compter du 1^{er} octobre 2017, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Julien PRADE et Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-6 :

Madame Madeline FAURE, responsable du service Audiovisuel et Industries culturelles, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Madeline FAURE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Madeline FAURE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3 :

La Direction Sports et Jeunesse (DSJ) est composée des services :

- Sports
- Jeunesse

Monsieur Bruno LAPEYRONIE, Directeur par intérim des Sports et de la Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame

Geneviève CHABBERT pour ce qui relève du service Sports et Madame Christiane CONTE pour ce qui relève du service Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU et de Mesdames Geneviève CHABBERT et Christiane CONTE, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Bruno LAPEYRONIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-1 :

Madame Geneviève CHABBERT, responsable du service Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Geneviève CHABBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LAPEYRONIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Geneviève CHABBERT et de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-2 :

Madame Christiane CONTE, responsable du service Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christiane CONTE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LAPEYRONIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christiane CONTE et de Monsieur Bruno LAPEYRONIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4 :

La Direction du Parc du Lunaret (DPL) est composée des services :

- Administration
- Service pédagogique
- Accueil et Surveillance
- Service technique
- Service animalier

Monsieur Luc GOMEL, Directeur du Parc du Lunaret, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.

- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc GOMEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS, Directeur zoologique, et Madame Lisa LACROIX, Directrice administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Véronique PAPAY, pour ce qui relève du service Administration, Monsieur Vincent PERRET pour ce qui relève du service Pédagogique, Monsieur Norbert CARRASCO pour ce qui relève du service Accueil et Surveillance, Monsieur Jérôme MOYNIER pour ce qui relève du service Technique et Monsieur Baptiste CHENET pour ce qui relève du service Animalier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS, Mesdames Lisa LACROIX, Véronique PAPAY, Messieurs Vincent PERRET, Norbert CARRASCO et Jérôme MOYNIER, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation est accordée à Marc DANIEL.

ARTICLE 4-1 :

Madame Véronique PAPAY, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique PAPAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Véronique PAPAY, Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Vincent PERRET, responsable du service Pédagogique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent PERRET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Vincent PERRET, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-3 :

Monsieur Norbert CARRASCO, responsable du service Accueil et Surveillance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Norbert CARRASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Norbert CARRASCO, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-4 :

Monsieur Jérôme MOYNIER, responsable du service Technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme MOYNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jérôme MOYNIER, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-5 :

Monsieur Baptiste CHENET, responsable du service Animalier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Baptiste CHENET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Baptiste CHENET, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 SEP. 2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 21 SEP. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Personnel municipal
Direction de l'Urbanisme Opérationnel
Service Droit des Sols
Instructeurs de permis et de déclarations
Retire et remplace l'arrêté n° 2016/0025/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu l'article L 423-1 du Code de l'Urbanisme ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints en date du 05 avril 2014 modifié;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Christine CAUMETTE, Madame Chantal LUBES, Monsieur Gérard MICHEL, Madame Virginie MONNET, Monsieur Jean-Marie MORTIER, Monsieur Jean-Claude PHAM, Madame Myriam SALA, Madame Antonia VICTOOR, Madame Elodie BOUTTE, Monsieur Sylvain HERRERO, fonctionnaires territoriaux et instructeurs de permis et de déclarations, Service Droit des Sols, reçoivent délégation de signature pour les documents relatifs à l'instruction des demandes d'autorisation ou de déclaration (courriers de demande de pièces complémentaires relatives aux autorisations d'occupation des sols, courriers de notification ou de modification des délais d'instruction relatifs aux autorisations d'occupation des sols, tous les autres documents dans le cadre de l'instruction des autorisations d'occupation des sols à l'exception des décisions).

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 SEP. 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 SEP. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction de l'Urbanisme Opérationnel
Service Droit des Sols**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu l'article L 423-1 du Code de l'Urbanisme ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints en date du 05 avril 2014 modifié;

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Yvonne Charlotte CABASSUT, Madame Françoise NGUYEN, Madame Catherine DELHOMME, Madame Catherine ARACIL, Madame Françoise DALLE, Madame Francine MOULINET et Madame Hayet NAILI, fonctionnaires territoriaux au Service Droit de Sols, reçoivent délégation de fonction pour la signature des récépissés de dépôt des dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme enregistrés à Montpellier.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 SEP. 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 SEP. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Poésie et Rue de Substantion

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur l'éclairage public à la demande de la DAGEP, service éclairage public. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 25 septembre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Rue de la Poésie ;
- la Rue de Substantion dans sa partie comprise entre la Rue Yehudi Menuhin et la Rue de la Cavalerie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017

Arrêté n° 2017-T2519

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de la Grenade Entr'Ouverte

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande du Centre de Supervision Urbain de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 13 octobre 2017 inclus, la Rue de la Grenade Entr'Ouverte est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

26 SEP. 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Tunnel de la Comédie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la maintenance des équipements techniques du tunnel par la société CEGELEC ;

Arrête :

Article 1er :

Le **28 septembre 2017**, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie
Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René
- la Rue Aristide Ollivier

et se termine sur le Pont Juvénal.

Article 3 :

Le **28 septembre 2017**, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux (CEGELEC) devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CEGELEC.

Article 7 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de maintenance des équipements techniques du tunnel, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Allée Jules Milhau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux à l'aide d'une nacelle à la demande de EYES UP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 septembre 2017** et jusqu'au **25 septembre 2017** inclus, Allée Jules Milhau, le stationnement est interdit sauf pour le camion nacelle.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ces dispositions sont applicables à partir **de 20h00**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'intervenant.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2522

Arrêté temporaire Circulation interdite Avenue de Toulouse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de mesures acoustiques menés par EUROVIA à la demande de l'Unité Réseaux Structurants ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 octobre 2017** et jusqu'au **20 octobre 2017** inclus, **Avenue de Toulouse**, dans sa partie comprise entre la Place Flandres-Dunkerque et Rond-point du Rieucoulon, la circulation sera temporairement interdite par laps de temps inférieurs à 2 minutes.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EUROVIA sous contrôle de l'Unité Réseaux Structurants.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

26 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Eugène Bataillon

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du Tournage d'un film à la demande de la société de production Groupe Campus ;

Arrête :

Article 1er :

Le **28 septembre 2017**, Place Eugène Bataillon sur les emplacements de parking pour une surface de 20 M2, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société de production : Groupe Campus.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société de production Groupe Campus

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

26 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Maurin

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'élagage et de débroussaillage à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, l'Avenue de Maurin, dans sa partie comprise entre la Rue des Passerines et la Rue de la Marqueroze est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la bande cyclable est interdite à la circulation générale sur l'Avenue de Maurin, dans le sens allant de la Rue de la Marqueroze vers la Rue des Passerines.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de PHILIP FRERES.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

26 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue de Palavas**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordements réseaux à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **31 octobre 2017** inclus, l'avenue de Palavas, dans sa partie comprise entre le n°125 de la voie du présent arrêté et le n° 41 de l'avenue Docteur Jacques Fourcade est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 8h30 à 16h30.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

26 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Lamartine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société VIA ;

Arrête :

Article 1er :

Le **27 septembre 2017**, Rue Lamartine en face le N°23 sur 2 places, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement VIA.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société VIA


Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le :

27 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Alexis Alquié**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'élagage à la demande de Monsieur Petit ;

Arrête :

Article 1er :

Le **29 septembre 2017**, Rue Alexis Alquié en face du N°8 sur 4 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **7h00 à 20h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société ELAN Elagage.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Elan élagage

Article 4 :

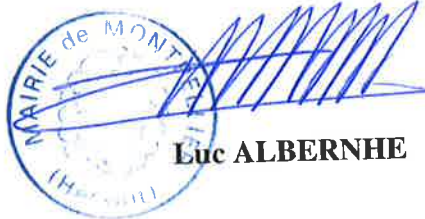
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 27 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Henri IV

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de livraison de caisse d'oeuvre à la demande de Madame RIES ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 septembre 2017 et jusqu'au 28 septembre 2017 inclus, Boulevard Henri IV au droit du N°4bis Université de Médecine sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables 8H00 à 20h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société LP ART.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société LP ART

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné à la livraison de caisses d'oeuvres, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 27 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2531

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Esplanade Charles de Gaulle

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation . ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 26 septembre 2017 et jusqu'au 01 octobre 2017 inclus, Esplanade Charles de Gaulle côté droit de l'esplanade , emplacement du village, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables 9h00 à 21h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de l'organisation AFIVAM.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisation AFIVAM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a la livraison du matériel est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

27 SEP. 2017

Publié le :



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Direction Générale des Services
Abroge et remplace l'arrêté n° 2017/0750/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La Direction Générale des Services est composée ainsi :

- Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique
- Le Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier
- Le Département Solidarité et Vivre ensemble
- Le Département Développement Territorial
- Le Département Administration générale et Finances
- Le Département Culture et Sport
- Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports
- Le Département Développement économique, Emploi et Insertion
- La Mission Grand Cœur

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux, Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L2122-22 (CGCT) et arrêts du Maire.

Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des départements et directions placés sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L2122-22 (CGCT) et arrêtés du Maire.
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la ville ou d'un usager.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian FINA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint.

ARTICLE 2 :

La Mission Grand Cœur est composée des services :

- Patrimoine
- Accueil Communication Espace public

Monsieur Patrice BONNIN, Directeur de la Mission Grand Cœur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrice BONNIN, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sarah HAAS, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrice BONNIN et Madame Sarah HAAS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christine TORRÈS pour ce qui relève du service Patrimoine.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrice BONNIN, Mesdames Sarah HAAS et Christine TORRÈS, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christian FINA.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrice BONNIN, la délégation est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-1 :

Madame Sarah HAAS, Directrice adjointe, responsable du service Accueil Communication Espace public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah HAAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Patrice BONNIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sarah HAAS et Monsieur Patrice BONNIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-2 :

Madame Christine TORRÈS, responsable du service Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine TORRÈS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Patrice BONNIN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Christine TORRÈS, Sarah HAAS et Monsieur Patrice BONNIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21.09.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 22.09.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Remplacement de M. Henri de VERBIZIER
par M. Jean-Marc DI RUGGIERO
du 2 au 8 novembre 2017 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Monsieur Henri DE VERBIZIER, Adjoint délégué au Quartier Mosson et aux Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité ;
- **Vu** l'arrêté de délégation consentie par Monsieur le Maire à Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- **Considérant** l'absence de Monsieur Henri DE VERBIZIER, Adjoint délégué au Quartier Mosson et aux Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité, du 2 au 8 novembre 2017 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO, Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation du 2 au 8 novembre 2017 inclus :

- au Quartier Mosson ;
- aux Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité prévues par le décret n° 95-260 du 8 mars 1995, auprès de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21.09.2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 22.09.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité carrière/retraite portefeuille Ville

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Arrêté modificatif portant composition des membres de la Commission Administrative Paritaire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu le décret n°95-1017 du 14 septembre 1995 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des Collectivités Territoriales ;
- Vu le décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des Collectivités Territoriales et de leurs établissements publics ;
- Vu l'arrêté n°2017/0560/T/R en date du 3 février 2017 relatif à la composition des membres de la Commission Administrative Paritaire ;
- Vu le courrier de Monsieur FINOSKI Mickaël, daté du 26 Mars 2017, nous informant de sa démission de membre de la CAP catégorie C pour le syndicat CFDT ;
- Vu Le courrier de Madame SUDRES Camille, daté du 29 Août 2017, nous informant de sa démission de membre de la CAP catégorie B pour le syndicat CGT;
- Vu le courrier de Monsieur PANETTA Philippe, daté du 1^{er} Septembre 2017, nous informant de sa démission de membre de la CAP catégorie B pour le syndicat CGT;

CONSIDERANT

- Qu'il convient de modifier l'article 1 de l'arrêté n°2017/0560/T/R en date du 3 février 2017 instaurant la nouvelle composition de la Commission Administrative Paritaire

Arrête :

Article 1 : A compter de cette date, la liste des représentants du personnel siégeant au sein des Commissions Administratives Paritaires est la suivante :

CAP de catégorie A :

Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
GH 6	DELAHAYE Dominique (CFDT)	BONNIN Patrice (CFDT)
GH 5	CLAVEL Patricia (CFDT)	PHILIPPON Jean-Benoît (CFDT)
GH 5	LAJOINIE Josiane (UNSA)	CAZOTTES Ingrid (UNSA)
GH 5	GIRARDI Mario (FO)	ARCHIMBAUD Cécile (FO)

CAP de catégorie B :

Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
GH 4	CENDRAS Sylvie (CFDT)	TOMATIS Jérôme (CFDT)
GH 4	EDOUARD Céline (UNSA)	RENAULT Cyrille (UNSA)
GH 4	DARLAY Catherine (CGT)	PASTOR Emmanuel (CGT)
GH 3	BALSAN Laurent (CFDT)	GIANNITRAPANI Marie-Françoise (CFDT)
GH 3	CABRERA Armelle (UNSA)	VAN DER EECKEN Thierry (UNSA)

CAP de catégorie C :

Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
GH 2	BIBET Thomas (UNSA)	AIGOUY Myriam (UNSA)
GH 2	JAUNE Christophe (CGT)	CASTELLI Antoine (CGT)
GH 2	DELACHAPELLE Aline (CFDT)	PIRON Patricia (CFDT)
GH 1	MAKTOUBI Nordine (UNSA)	PELTRAULT Valérie (UNSA)
GH 1	FABRE Christelle (CGT)	BOURROUMANA-FOURNAT Athica (en son nom propre)
GH 1	CLARAC Isabelle (CFDT)	ROUSTAN Paule (CFDT)
GH 1	SEVERAC Sabine (FO)	YAKKOU Mohsen (FO)
GH 1	SPECQ Julien (FO)	TARIK Hicham (FO)

Article 2 : La liste des représentants de la collectivité siégeant aux Commissions Administratives Paritaires est la suivante :

CAP de catégorie A :

Membres titulaires	Membres suppléants
Philippe SAUREL	Thibault RASSAT
Abdi EL KANDOUSSI	Guy BARRAL
Gérard CASTRE	Patricia MIRALLES
Nicole LIZA	Patrick RIVAS

CAP de catégorie B :

Membres titulaires	Membres suppléants
Philippe SAUREL	Chantal MARION
Abdi EL KANDOUSSI	Guy BARRAL
Gérard CASTRE	Patricia MIRALLES
Brigitte ROUSSEL-GALIANA	Patrick RIVAS
Marie-Hélène SANTARELLI	Pascal KRZYZANSKI

CAP de catégorie C :

Membres titulaires	Membres suppléants
Philippe SAUREL	Chantal MARION
Abdi EL KANDOUSSI	Guy BARRAL
Gérard CASTRE	Patricia MIRALLES
Brigitte ROUSSEL-GALIANA	Patrick RIVAS
Marie-Hélène SANTARELLI	Pascal KRZYZANSKI
Maud BODKIN	Thibault RASSAT
Caroline NAVARRE	Annie YAGUE
Vincent HALUSKA	Fabien ABERT

Article 3 : Le Président de la Commission Administrative Paritaire désigné parmi les membres représentants de la collectivité est Monsieur le Maire Philippe SAUREL.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Monsieur Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.



Montpellier, le 21 SEP. 2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 22 SEP. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Madame Chantal MARION
Conseillère municipale
Délégée au Parc de Lunaret, aux Relations
internationales liées à l'économie
et à l'Urbanisme opérationnel
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/0113/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Chantal MARION, Conseillère municipale, reçoit délégation:

- à l'Urbanisme opérationnel, notamment à l'instruction, délivrance et contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès-verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux et tout document de même type), y compris lorsque l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code du patrimoine). Cet arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° A-2017/170 pris précédemment concernant ce domaine de délégation ;
- au Parc de Lunaret, auprès de l'Adjoint délégué à l'Ecologie urbaine, cette délégation n'emportant pas délégation de signature ;
- aux Relations internationales liées à l'économie, auprès de Monsieur le Maire, cette délégation n'emportant pas délégation de signature ;
- à la Maison pour tous André Chamson, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21.09.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 22.09.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Réussite Educative
et Patrimoine Immobilier
Abroge et remplace l'arrêté n° VA/2017/3534**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier est composé de :

- La Direction de l'Education,
- La Direction de l'Enfance,
- La Direction de la Politique Alimentaire,
- La Direction Travaux et Maintenance,
- La Direction Architecture et Immobilier.

Monsieur Jean-Paul DAYRE, Directeur Général Adjoint du Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Paul DAYRE, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction de l'Education est composée des services :

- Ressources
- Action Scolaire et Animation
- Projet éducatif et Prospective

Madame Cristel ARROUET, Directrice de l'Education, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cristel ARROUET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas JEANJEAN pour ce qui relève du service Ressources, Madame Delphine DUPLESSIS pour ce qui relève du service Action scolaire et Animation et Madame Marie-France PAULIN pour ce qui relève du service Projet éducatif et Prospective.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Cristel ARROUET, Messieurs Nicolas JEANJEAN, Mesdames Delphine DUPLESSIS et Marie-France PAULIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cristel ARROUET, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-1 :

Monsieur Nicolas JEANJEAN, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas JEANJEAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas JEANJEAN et Madame Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-2 :

Madame Delphine DUPLESSIS, responsable du service Action scolaire et Animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine DUPLESSIS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Delphine DUPLESSIS et Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-3 :

Madame Marie-France PAULIN, responsable du service Projet éducatif et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-France PAULIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Marie-France PAULIN et Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3 :

La Direction de l'Enfance est composée des services :

- Coordination territoriale
- Politique Petite Enfance et Prospective
- Ressources

Madame Pauline BONNEFOY, Directrice de l'Enfance et responsable de la Coordination territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline BONNEFOY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Christian MILESI pour ce qui relève du service Politique Petite Enfance et Prospective et Madame Marion NISOL pour ce qui relève du service Ressources.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline BONNEFOY, Monsieur Christian MILESI et Madame Marion NISOL, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline BONNEFOY, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3-1 :

Monsieur Christian MILESI, responsable du service Politique Petite Enfance et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian MILESI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christian MILESI et Madame Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3-2 :

Madame Marion NISOL, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion NISOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Marion NISOL et Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4 :

La Direction de la Politique Alimentaire est composée des services :

- Intendance et Maintenance
- Qualité / Diététique
- Unité de Production

Monsieur Luc LIGNON, Directeur de la Politique Alimentaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc LIGNON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bernard RAMIREZ, Directeur adjoint et responsable de l'Unité de production.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Pierre VIAL pour ce qui relève du service Intendance et Maintenance et Madame Aude DE MACEDO pour ce qui relève du service Qualité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Luc LIGNON, Bernard RAMIREZ, Pierre VIAL et Madame Aude DE MACEDO, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc LIGNON, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-1 :

Monsieur Bernard RAMIREZ, Directeur adjoint, responsable du service Unité de production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Pierre VIAL, responsable du service Intendance et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre VIAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-3 :

Madame Aude DE MACEDO, responsable du service Qualité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude DE MACEDO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5 :

La Direction Travaux et Maintenance (DTM) est composée des services :

- Maintenance
- Sécurité, Aménagements, Equipement
- Ateliers
- Administration et Comptabilité

Madame Hélène PARTIMBÈNE, Directrice des Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et

règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Dominique DELAHAYE, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Olivier PIACENTINI pour ce qui relève du service Sécurité, Aménagements et Equipements, Monsieur René MATÉO pour ce qui relève du service Ateliers, et Monsieur Matthieu GOUIRAN pour ce qui relève du service Administration et Comptabilité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène PARTIMBÈNE, Messieurs Dominique DELAHAYE, Olivier PIACENTINI, René MATÉO et Matthieu GOUIRAN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-1 :

Monsieur Dominique DELAHAYE, Directeur adjoint des Travaux et Maintenance, responsable du service Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Dominique DELAHAYE et Madame Hélène PARTIMBÈNE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-2 :

Monsieur Olivier PIACENTINI, responsable du service Sécurité, Aménagements et Equipements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier PIACENTINI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Olivier PIACENTINI, Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-3 :

Monsieur René MATÉO, responsable du service Ateliers, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur René MATÉO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur René MATÉO, Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-4 :

Monsieur Matthieu GOUIRAN, responsable du service Administration et Comptabilité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu GOUIRAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Matthieu GOUIRAN, Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6 :

La Direction de l'Architecture et de l'Immobilier (DAI) est composée des services :

- Architecture
- Conduite d'Opérations
- Gestion Active / Propriété / Sécurité
- Moyens Généraux
- Administratif et Financier

Monsieur Jean-Louis DESTISON, Directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christine BRIDON, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Florence BASTIEN pour ce qui relève du service Conduite d'Opérations, Madame Séverine TERSINET pour ce qui relève du service Gestion Active / Propriété / Sécurité, Monsieur Marc DUBOZ pour ce qui relève du service Moyens Généraux et Madame Anna WILLEMIN pour ce qui relève du service Administratif et Financier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis DESTISON, Mesdames Christine BRIDON, Florence BASTIEN, Séverine TERSINET, Monsieur Marc DUBOZ et Madame Anna WILLEMIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-1 :

Madame Christine BRIDON, Directrice adjointe de l'Architecture et de l'Immobilier, responsable du service Architecture, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine BRIDON et Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-2 :

Madame Florence BASTIEN, responsable du service Conduite d'Opérations, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence BASTIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence BASTIEN, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-3 :

Madame Séverine TERSINET, responsable du service Gestion Active / Propriété / Sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine TERSINET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Séverine TERSINET, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-4 :

Monsieur Marc DUBOZ, responsable du service Moyens Généraux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DUBOZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Marc DUBOZ, Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-5 :

Madame Anna WILLEMIN, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anna WILLEMIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anna WILLEMIN, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 . 09 . 2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 22 . 09 . 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Pioch de Boutonnet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de grutage à la demande de la société LAFONT ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **26 septembre 2017** inclus, la Rue du Pioch de Boutonnet au droit du N°158 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
 - la circulation est interdite.
- Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société LAFONT.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Pioch de Boutonnet, emprunte :

- la Rue des Loutres
- la Rue des Castors

et se termine sur la Rue du Pioch de Boutonnet.

Article 3 :

À compter du 25 septembre 2017 et jusqu'au 26 septembre 2017 inclus, Rue du Pioch de Boutonnet au droit du n°158 sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société LAFONT. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société LAFONT

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

27 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Vauguières

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison du dévoilement de la statue Youri Gagarine à la demande du Service Commun du Protocole et Evènementiel ;

Arrête :

Article 1er :

Le 05 octobre 2017, sur la Route de Vauguières dans sa partie comprise entre le rond-point du Lycée Pierre Mendès-France et la Rue de La Fontaine de La Banquière est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 14h00 à 20h00.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Route de Vauguières, emprunte :

- le Boulevard Pénélope
- le Boulevard Télémaque
- Rond-point du Zénith
- l'Avenue Président Pierre Mendès France

et se termine sur en limite de commune.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Service Commun du Protocole et Evènementiel

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

27 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2534

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Georges Frêche

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société Transmanudem ;

Arrête :

Article 1er :

Le **22 septembre 2017**, Place Georges Frêche au droit du N°30 sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société TRANSMANUDEM.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société TRANSMANUDEM.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

28 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Saint Guilhem**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de dépose d'un vitrage à la demande de la société BREL ;

Arrête :

Article 1er :

Le **26 septembre 2017**, Rue Saint Guilhem au droit du N°36 sur un emplacement de 15 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 18h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société BREL CC-391-DD et DX-506-DF.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société BREL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

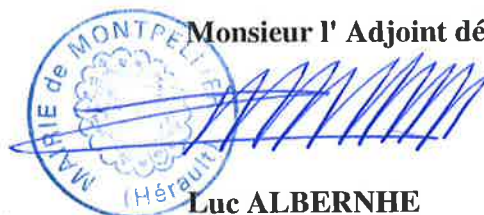
En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné à la livraison d'un vitrage, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : **27 SEP. 2017**



Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation Officier d' Etat Civil concernant M.
Jérémie MALEK le 23 septembre 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 24 avril 2014 donnant délégation à Monsieur le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 23 Septembre 2017 à 11 heures 30.

Arrête :

Article 1er :

- Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller Municipal, reçoit délégation de fonction d' Officier d' Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 23 Septembre 2017 à 11 heures 30.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le
Monsieur le Maire 22 SEP. 2017
Philippe SAUREL

Publié le : 25 SEP. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Rapport de la délégation de Christophe COUR, Adjoint au Maire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** l'arrêté municipal n° A-2017/006 en date du 17 mars 2017 portant délégation de fonctions à Christophe COUR, Adjoint au Maire ;
- **Considérant** qu'en application de l'article L 2122-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délégations confiées aux adjoints au Maire subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'arrêté municipal n° A-2017/006 en date du 17 mars 2017 portant délégation de fonctions à Christophe COUR, Adjoint au Maire, est rapporté.

ARTICLE 2 :

L'entrée en vigueur du présent arrêté entraîne l'interruption du versement de son indemnité de fonctions à Christophe COUR dans les conditions prévues à l'article L 2123-24 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 SEP. 2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 25 SEP. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Circulation des planches à roulettes Dans l'ensemble des voies de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'arrêté municipal 2005N°54/RTSTRTEP du 01 avril 2005, règlementant la pratique de la planche à roulette sur l'ensemble des voies, publiques ou privées ouvertes à la circulation publique, de la Ville de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il n'est pas nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des planches à roulettes dans les voies, publiques ou privées ouvertes à la circulation publique, de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

A compter du 01 octobre 2017, l'arrêté 2005N°54RTSTRTEP, interdisant la pratique de la planche à roulettes dans les voies de la Ville, publiques ou privées ouvertes à la circulation publique, est abrogé.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publié le : **- 3 OCT. 2017**

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de la Fontaine
et Rue Roucher

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°2016-P77, du 21 juin 2016, portant réglementation des voies dans l'aire piétonne dénommée MOLIERE à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison des travaux sur le réseau d'assainissement, menés par la Métropole à la demande de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, la Rue Roucher, dans sa partie comprise entre la Rue Four des Flammes et la Rue de la Fontaine est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux.
- Le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, la Rue de la Fontaine est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux.
- Le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Roucher, emprunte :

- la Rue Four des Flammes
- la Rue Alexandre Cabanel

et se termine sur la Rue Alexandre Cabanel.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet, mandatée par la Métropole.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assigné aux travaux sur le réseau d'assainissement, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N° 2010/NT/R/DGU-P320, ainsi que dans l'aire piétonne.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

27 SEP. 2017

Publié le :

Arrêté n° 2017-T2537

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de la Laïcité**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société NVM ;

Arrête :

Article 1er :

Le **27 septembre 2017**, Rue de la Laïcité au droit du N°155 sur 4 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société NVM.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société NVM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

27 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Rondelet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société Cathelain déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le 27 septembre 2017, Place Rondelet devant le N°4 sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables 8h00 à 20h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société CATHELAIN.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société CATHELAIN

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 27 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-T2539

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Mélèzes
et Avenue des Moulins

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par le Service Espaces Verts de la la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 septembre 2017 et jusqu'au 13 octobre 2017 inclus, Avenue des Moulins depuis Rond-point de Guernica vers et jusqu'à la Rue Joseph Delteil, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
La circulation sera déviée par rétrécissement de la chaussée.

Article 2 :

À compter du 27 septembre 2017 et jusqu'au 13 octobre 2017 inclus, Rue des Mélèzes, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

27 SEP. 2017

Luc ALBERNHE



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Lepic

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de livraison matériaux à la demande de Monsieur YEPEZ Christian ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 30 septembre 2017 et jusqu'au 20 octobre 2017 inclus, Avenue Lepic au droit du N°21 sur 3 places, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société TOITS et BOIS.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 30 septembre 2017 et jusqu'au 20 octobre 2017 inclus, l'Avenue Lepic au droit du N°21 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur YEPEZ Christian ainsi qu la société TOITS et BOIS

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

27 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2541

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Jean Ferrat

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Monsieur FOUCHARD Daniel ;

Arrête :

Article 1er :

Le **05 octobre 2017**, Rue Jean Ferrat au droit du N° 30 sur 2 places, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables **7h00 à 20h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur FOUCHARD Daniel

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 27 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue des Moulins

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société RIVES Discostanzo ;

Arrête :

Article 1er :

Le **29 septembre 2017**, Avenue des Moulins à proximité sur les places de stationnement sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **7h00 à 19h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société RIVES Discostanzo.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société RIVES Discostanzo

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

27 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-T2543

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Don Bosco**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société SANTA FE ;

Arrête :

Article 1er :

Le **29 septembre 2017**, Rue Don Bosco à proximité du N°149 sur 4 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **7h00 à 20h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société SANTA FE

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 27 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue du Mondial de Rugby 2007

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société MATRALOC ;

Arrête :

Article 1er :

Le **29 septembre 2017**, Avenue du Mondial de Rugby 2007 au droit du N°412 sur 3 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement MATRALOC.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société MATRALOC

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

27 SEP. 2017

Arrêté n° 2017-T2545

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Philippy
Tournage d'un Film**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du tournage de film LE POULAIN à la demande de la société Pyramide Productions ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 17 octobre 2017 et jusqu'au 18 octobre 2017 inclus, Rue Philippy, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables 6h00 à 23h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société pyramide Productions.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Production Pyramide

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

27 SEP. 2017

Luc ALBERNHE



Arrêté n° 2017-T2547

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Avenue du Pic Saint Loup**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du tournage du film "Le Poulain" à la demande de Pyramide Productions ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 octobre 2017** et jusqu'au **23 octobre 2017** inclus, Avenue du Pic Saint Loup N° 700 , sur les parkings du palais Universitaire des sports sur 50 places, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules techniques de la société Pyramide productions.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Pyramide Productions

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

27 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2548

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Pagézy

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du tournage d'un film " Le Poulain" à la demande de Pyramide Productions ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 octobre 2017** et jusqu'au **25 octobre 2017** inclus, Rue Pagézy le long du square Planchon sur 15 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **18h00 à 00h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule techniques de Pyramide Productions.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Pyramide Productions

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

27 SEP. 2017

Luc ALBERNHE



Direction du
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2017-T2549

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue de la Liberté**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public menés par la Métropole à la demande du service Eclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

Le **28 septembre 2017 à 22h00** et jusqu'au **29 septembre 2017 à 6h00**, et le **5 octobre 2017 à 22h00 jusqu'au 6 octobre 2017 à 6h00**, l'Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre la Rue Guillaume de Nogaret et Carrefour des Anciens d'Indochine est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SPIE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 20 octobre 2003 n°03/09, relatif à la lutte contre le bruit, l'entreprise Spie est autorisée à travailler Avenue de la Liberté du **28 septembre 2017 à 22h00 au 29 septembre 2017 à 6h00**, et du **5 octobre 2017 à 22h00 au 6 octobre 2017 à 6h00**.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 27 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Place d'Aguesseau, Boulevard d'Antigone et Rue de la Spirale Tournage d'un film.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du tournage d'un film "Le Poulain". à la demande de Pyramide Productions ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 26 octobre 2017 et jusqu'au 27 octobre 2017 inclus, Boulevard d'Antigone au niveau de la maison des syndicats , ainsi que le long de l'hotel Ibis sur 25 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables 18h00 à 00h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules techniques Pyramide Productions.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 26 octobre 2017 et jusqu'au 27 octobre 2017 inclus, Boulevard d'Antigone aux abords des Halles Jacques Coeur et le long de France Bleu Hérault et de la maison des syndicats sur 25 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables 18h00 à 00h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules techniques Pyramide Productions.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **26 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, Rue de la Spirale face à l'hôtel Mercure sur 5 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **18h00 à 00h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules techniques Pyramide Productions.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

À compter du **26 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, Place d'Aguesseau la place en totalité, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **18h00 à 00h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules techniques Pyramide Productions.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Pyramide Productions

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

27 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Louis Blanc

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Mr Germain Gra ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 septembre 2017** et jusqu'au **03 septembre 2017** inclus, Boulevard Louis Blanc au droit des n°17,19 , le stationnement est interdit sur un emplacement.

Toutefois ces dispositions ne concernent pas le véhicule Citroën Picasso immatriculée CV-721-ZP

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 24 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 28 AOUT 2017



**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue du Faubourg du Courreau**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur l'éclairage public menés par la Métropole de Montpellier à la demande du Service éclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **20 octobre 2017** inclus, Rue du Faubourg du Courreau des deux côtés dans sa partie comprise entre la Rue de l'Ecole de Droit et la Rue de la Merci, le stationnement sur trottoir est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
- aux véhicules de police ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Toute fois, les véhicules de l'Entreprise Citéos sont autorisés à stationner sur le trottoir dans sa partie comprise entre la Rue de l'Ecole de Droit et la Rue de la Merci.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Citéos

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 25 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Arrêté n° 2017-T2557

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Boulevard des Arceaux
et Rue Marc**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de branchement souterrain ENEDIS à la demande de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, le Boulevard des Arceaux au niveau du n° 55 Bis est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Article 2 :

À compter du **23 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, Boulevard des Arceaux au niveau du n°55 sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à l'entreprise DEBELEC qui est autorisée à stationner sur le trottoir dans sa partie comprise entre le n° 55 du Boulevard des Arceaux et la Rue Marc.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **23 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, Rue Marc dans sa partie comprise entre le Boulevard des Arceaux et la Rue du Progrès, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à l'entreprise DEBELEC qui est autorisée à stationner sur le trottoir dans sa partie comprise entre le Boulevard des Arceaux et la Rue Marc. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DEBELEC

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 25 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

29 SEP. 2017

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Place Alexandre Laissac

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté dans le cadre de la reconstruction des halles Laissac à la demande des Services Techniques de Grand Coeur et de SA3M ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 septembre 2017 et jusqu'au 13 octobre 2017 inclus, la voie de gauche est interdite à la circulation générale sur :

- la Rue Anatole France dans sa partie comprise entre la Rue Durand et la Rue de la République ;
- la Place Alexandre Laissac ;
- le Boulevard de l'Observatoire.

Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Article 2 :

À compter du 27 septembre 2017 et jusqu'au 13 octobre 2017 inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie sur :

- la Rue Durand ;
- la Place Alexandre Laissac.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 3 :

À compter du **27 septembre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Anatole France dans sa partie comprise entre la Rue du Grand Saint Jean et la Rue de la République ;
- la Place Alexandre Laissac ;
- le Boulevard de l'Observatoire.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise DARVER

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 25 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

29 SEP. 2017

Publié le :

Arrêté n° 2017-T2565

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Boulevard de l'Observatoire
et Place Alexandre Laissac**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de reconstruction des Halles Laissac ;

Arrête :

Article 1er :

A compter du **02 octobre 2017** jusqu' au **31 décembre 2018** , inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les voies suivantes servent d'itinéraire aux véhicules de plus de 7.5T, spécialement autorisés et assignés au chantier de reconstruction des Halles Laissac :

- Sens Entrant par : Avenue Georges Clémenceau - Rue Anatole France
- Sens Sortant par : Rue Anatole France - Rue de la République - Rue Pagezy - Rue Levat - Rue de Grand St Jean - Rue Rondelet - Rue Ernest Michel

-

Article 2 :

À compter du **02 octobre 2017** jusqu'au **31 décembre 2018** inclus, Boulevard de l'Observatoire, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du **02 octobre 2017** jusqu'au **31 décembre 2018** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie des emprises de voirie sur :

- la Rue Durand ;
- la Place Alexandre Laissac.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires.

Article 4 :

À compter du **02 octobre 2017** jusqu'au **31 décembre 2018** , l'intersection du chantier Place Alexandre Laissac est réglementée par un STOP et gérée par un "agent trafic" formé et habilité. Les véhicules en sortie du chantier sont tenus de marquer l'arrêt et de céder le passage aux piétons et autres véhicules. La sortie des véhicules s'effectuera à "pas d'homme".

La voie de gauche est interdite à la circulation générale sur :

- la Rue Anatole France dans sa partie comprise entre la Rue Guinier et la Rue de la République ;
- la Place Alexandre Laissac ;
- le Boulevard de l'Observatoire.

Boulevard de l'Observatoire, un sens unique est institué et limité d'accès:

Boulevard de l'Observatoire depuis la Rue de la République vers la Rue Castilhon, la voie est réservée à la circulation des transports en commun, des véhicules du chantier et des riverains ou livraisons autorisées dans la zone piétonne.

Grand-Rue Jean Moulin à l'intersection avec le Boulevard de l'Observatoire, il est interdit de tourner à gauche en direction de la Rue de la république .

La circulation est inversée et un sens unique est institué sur :

- la Rue Paul Brousse dans le sens de la Rue Castilhon vers la Rue du Faubourg de la Saunerie ;
- la Rue de l'Ancienne Poste dans le sens de la Rue du Faubourg de la Saunerie Castilhon vers la Rue du Plan du Parc ;
- la Rue du Plan du Parc dans le sens de la Place Laissac vers la Rue du Faubourg de la Saunerie.
- Il est interdit de tourner à gauche dans la Rue du Faubourg de la Saunerie pour tous les véhicules venant des Rues Paul Brousse et Plan du Parc .

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise DARVER.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 25 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



LUC ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Croix du Sud

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau pluvial à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

Rue de la Croix du Sud, dans sa partie comprise entre la Rue des Pradiers et la Rue du Moulin de Sémalen :

- Le 11 octobre 2017 la circulation est interdite. ;
- le 18 octobre 2017 la circulation est interdite. ;
- à compter du 09 octobre 2017 au 20 octobre 2017 la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10. ;
- à compter du 09 octobre 2017 au 20 octobre 2017 le stationnement est interdit. ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- À compter du 09 octobre 2017 au 20 octobre 2017 la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h. .

Article 2 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
 - l'Avenue Jean Mermoz
 - la Rue des Pradiers
- par :
 - la Rue du Moulin de Sémalen
 - l'Avenue Jean Mermoz
 - la Rue des Pradiers

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise S.C.A.M. TP.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 25 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2569

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Daniel Sage****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
 - VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
 - VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
 - VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
 - VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
 - VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- ... CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Monsieur LECOMTE ;

Arrête :**Article 1er :**

Le **30 septembre 2017**, Rue Daniel Sage en face du N°5 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur LECOMTE

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 25 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 2 9 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Lamartine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société VIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 septembre 2017 et jusqu'au 28 septembre 2017 inclus, Rue Lamartine en face du N°23 sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables 8H00 à 18h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement société VIA.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société VIA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 25 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

29 SEP. 2017

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Vendémiaire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de mise place de WC à la demande de la DUVEP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 octobre 2017** et jusqu'au **04 octobre 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Vendémiaire dans sa partie comprise entre le N° 355 et l'Avenue Marie de Montpellier
Ces dispositions sont applicables **de 5h30 à 7h00.**

Article 2 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
 - contre-allée de la Place Ernest Granier
 - l'Avenue Raymond Dugrand
 - la Place Christophe Colomb
 - la Rue Vendémiaire
- par :
 - la Rue Brumaire
 - la Place Ernest Granier
 - l'Avenue Marie de Montpellier

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise DECAUX

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 25 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

29 SEP. 2017

Luc ALBERNHE





Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté de délégation de fonction Officier d'Etat
Civil
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Etat-Civil
Madame Aïssatou JOB**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-10 et L 2122-32 ;
- Vu le procès-verbal de l'élection du Maire en date du 5 avril 2014.

Article 1er :

Madame Aïssatou JOB, fonctionnaire territorial au service de l'Etat Civil, reçoit délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous les actes ou jugement sur les registres de l'état civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux déclarations ci-dessus et peut valablement délivrer toutes copies, et extraits d'actes d'état civil enregistrés à Montpellier.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 26 SEP. 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 27 SEP. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE ALTRAD STADIUM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby MHR contre EXETER au stade ALTRAD STADIUM ;

Arrête :

Article 1er :

Le **22 octobre 2017**, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel ;
- l'Avenue du XV de France ;
- l'Avenue du Mondial de Rugby 2007 ;
- la Rue de Font Couverte dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et le Boulevard Paul Valéry.

Ces dispositions sont applicables **de 10h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Article 2 :

Le **22 octobre 2017**, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue Gustave Flaubert dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Jarry et la Rue Ulysse Vergnes.

Ces dispositions sont applicables **10h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisés à accéder au stade Altrad Stadium ;
- aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Le coup d'envoi du match sera donné à **14h00**.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 Septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

29 SEP. 2017

Luc ALBERNHE



Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Volontaires

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de rénovation de l'alimentation du bâtiment à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **16 octobre 2017** et jusqu'au **20 octobre 2017** inclus, la circulation est interdite Rue des Volontaires dans sa partie entre la Rue Duval Jouve et l'Avenue de Lodève
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Article 2 :

La déviation " Volontaires " est mise en place en provenance de Maillart. Cette déviation débute sur la Rue des Volontaires, emprunte :

- la Rue Duval-Jouve
- la Rue Marioge
- le Boulevard des Arceaux
- la Rue Hippolyte
- l'Avenue de Lodève

et se termine sur l'Avenue de Lodève.

Article 3 :

À compter du **16 octobre 2017** et jusqu'au **20 octobre 2017** inclus, Rue des Volontaires au niveau de la Rue Duval Jouve sur 4 places, le stationnement unilatéral permanent est interdit. Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la CSM

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Bartholdi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement du réseau à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 26 septembre 2017 et jusqu'au 27 octobre 2017 inclus, Rue Bartholdi des deux côtés , le stationnement unilatéral permanent est interdit.
Ces dispositions sont applicables 8h00 à 17h00.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 26 septembre 2017 et jusqu'au 27 octobre 2017 inclus, Rue Bartholdi, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables 8h00 à 17h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public.

Article 3 :

611

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOBECA

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Boulevard des Arceaux**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de pose d'un toilette publique à la demande du Service PMDP de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

Le **03 octobre 2017**, Boulevard des Arceaux face au n°55Bis, au niveau de l'entrée du boulo-drome sur 5 emplacements, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **5h00 à 8h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Levage Altéad

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

A compter du 03 octobre et jusqu'au 03 octobre inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a Levage Altéad, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Boyer**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de sondages à la demande des Services Techniques de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **03 novembre 2017** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue Boyer sur les places de stationnement nécessaires et à l'avancement des emprises de travaux ;
- la Rue Alexis Alquié ;
- la Rue Frédéric Peyson ;
- la Rue du Pavillon ;
- le Boulevard de Strasbourg.

Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **03 novembre 2017** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Alexis Alquié dans sa partie comprise entre la Rue Boyer et la Rue Frédéric Peyson ;
- la Rue du Pavillon.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains les véhicules de secours, d'entretien et de service public.

La déviation suivante est mise en place par:

- - la Rue Boyer
 - la Place de Strasbourg
 - la Rue Frédéric Peyson

Article 3 :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **03 novembre 2017** inclus, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale sur :

- la Rue Boyer ;
- la Rue Frédéric Peyson ;
- la Rue Alexis Alquié dans sa partie comprise entre la Rue Boyer et la Rue Colin.

Article 4 :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **03 novembre 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Boyer ;
- la Rue Frédéric Peyson ;
- la Rue Alexis Alquié.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise VINCI

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2579

**Arrêté temporaire
Interdiction d'arrêt
Rue Dom Vaissette****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de pose de postes fixes à la demande des services de la DPGD ;

Arrête :**Article 1er :**

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, Rue Dom Vaissette sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux au droit du N°23, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CITEC

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Gerhardt**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réaménagement du trottoir à la demande de Razel-Bec ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, Rue Gerhardt dans sa partie comprise entre la Rue du Carré du Roi et l'Impasse Treillet, le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Razel-Bec

Article 4 :

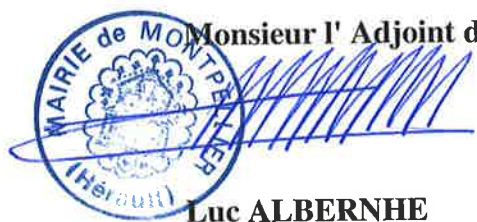
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2582

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue de la Castelle****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordement au réseau, à la demande de ENEDIS ARE ;

Arrête :**Article 1er :**

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, la Rue de la Castelle, entre le n° 672 et le n° 726 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise chargée des travaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 Septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

29 SEP. 2017

Arrêté n° 2017-T2586

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de l'Espinouse
et Rue du Monte Cinto

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la réalisation d'un branchement linéaire de câbles électriques à la demande d'ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, la Rue de l'Espinouse, entre le n° 453 et le n° 600 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h30 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h30 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, la Rue du Monte Cinto, entre le n° 10 et le n° 50 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h30 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h30 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge d'ENEDIS.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2587

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Victor Hugo

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la Mammobile à la demande de l'association A.M.H.D.L.S. ;

Arrête :

Article 1er :

Le **07 octobre 2017**, Boulevard Victor Hugo à l'angle du Théâtre entre les jardinières et les bornes sur un emplacement de 20 mètres, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **7H00 à 19H00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule MAMMOBILE.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association AMHDLS

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné au véhicule la Mammobile est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Raffinerie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'installation de la Mammobile à la demande de l'association AMHDLS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 09 octobre 2017 et jusqu'au 10 octobre 2017 inclus, Rue de la Raffinerie le long du Cram sur 4 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables 7h00 à 19h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule MAMMOBILE.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association AMHDLS

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Université

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation Guinguette Université ;

Arrête :

Article 1er :

Le **06 octobre 2017**, la Rue de l'Université entre la rue du four st Eloi et la rue de l'école Mage est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **18h00 à 00h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de l'Université, emprunte :

- la Rue du Four Saint Eloi
- la Rue de Candolle

et se termine sur la Rue Lallemand.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association " La rue de l'U "

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Travaux de voirie dans l'Ecusson**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°2016-P77, du 21 juin 2016, portant réglementation des voies dans l'aire piétonne dénommée MOLIERE à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue du Collège, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 2 :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue de la Salle-l'Evêque, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 3 :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue des Gagne-Petit, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 4 :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue Saint Guilhem, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 5 :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue Vieille Aiguillerie, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 6 :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue Béchamp, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 7 :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue de l'Aiguillerie, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 8 :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue d'Athènes, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 9 :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue du Saint Sépulcre, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 10 :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue de l'Amandier, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 11 :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue du Plan du Palais, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 12 :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue du Palais des Guilhem, la circulation est interdite. La circulation se fera par les voies adjacentes.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de réfection de voirie.

Article 13 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 14 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise RAZEL BEC, mandatée par la Métropole.

Article 15 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

En dérogation à l'arrêté municipal n°2016-P77, du 21 juin 2016, portant réglementation des voies dans l'aire piétonne dénommée MOLIERE à Montpellier, les véhicules de plus de 7.5T, assigné aux travaux de réfection de voirie, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre de l'aire piétonne.

Article 17 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Allée de Bon Accueil

Arrêté n° 2017-T2591

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T2514 du **21 septembre 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux entrepris nécessitent un délai supplémentaire pour être terminés ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 septembre 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T2514 du **21 septembre 2017** sont prorogées jusqu'au **06 octobre 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE



Publié le :

28 09 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Faubourg Boutonnet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société l'Officiel du déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **03 octobre 2017**, Rue du Faubourg Boutonnet au droit du N°24 sur 3 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société l'Officiel du déménagement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Officiel du déménagement

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Bayard

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'évacuation chantier à la demande de Monsieur JAY Hugues ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 02 octobre 2017 et jusqu'au 09 octobre 2017 inclus, Rue Bayard au droit du N°2 sur 4 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à camion benne de la société KOSY.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur JAY

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2595

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Acacias

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de rénovation à la demande de Monsieur SERVEL ;

Arrête :

Article 1er :

Le **05 octobre 2017**, la Rue des Acacias au droit du N°10 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de Monsieur SERVEL.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur SERVEL

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 26 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

02 OCT. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Berthelot

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement de réseau, à la demande du Service Eclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 octobre 2017** et jusqu'au **10 novembre 2017** inclus, de **9h00 à 16h00**, le Boulevard Berthelot, entre le n° 5 et le n° 11 est soumis aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.
- Toutefois, cette disposition n'est pas applicable pour les véhicules du chantier ;
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise chargée des travaux .

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 Septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 2 OCT. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Père Soulas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réseau souterrain à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 28 septembre 2017 et jusqu'au 18 octobre 2017 inclus, Avenue du Père Soulas, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du 28 septembre 2017 et jusqu'au 18 octobre 2017 inclus, Avenue du Père Soulas au niveau de l'entrée de la Résidence Europa sur 2 places, le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **28 septembre 2017** et jusqu'au **18 octobre 2017** inclus, Avenue du Père Soulas au niveau du Rond Point Jules Ventres à l'intersection de la Rue de Las Sorbes, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Article 4 :

À compter du **28 septembre 2017** et jusqu'au **18 octobre 2017** inclus, Avenue du Père Soulas à l'intersection de la Rue Bartholdi, la circulation des véhicules est alternée par feux.
Des travaux de mise en place d'un groupe électrogène sont prévus du 1er au 08 septembre..

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOBECA

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

2 9 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2597

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Victor Hugo

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'un enlèvement d'un distributeur de billets à la BNP à la demande de la société ALTEAD ;

Arrête :

Article 1er :

Le 02 octobre 2017, Boulevard Victor Hugo au droit de la BNP, la voie de gauche est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

Le 02 octobre 2017, le Boulevard Victor Hugo au droit de la BNP sur un emplacement de 10 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société ALTEAD.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société ALTEAD.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Faubourg Boutonnet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de VIA déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **30 septembre 2017**, Rue du Faubourg Boutonnet au droit du N°99 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société VIA déménagement.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société VIA

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Allée Jules Milhau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux à l'aide d'une nacelle à la demande de EYES UP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **30 septembre 2017** et jusqu'au **02 octobre 2017** inclus, Allée Jules Milhau, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'intervenant.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 29 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Ecoles Centrales

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur toiture à la demande de la société Languedoc Toitures ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, la Rue des Ecoles Centrales au droit de l'église Notre Dame Des Tables est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- o aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
- o aux véhicules de police ;

- le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à nacelle de la société Languedoc Toitures.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue des Ecoles Centrales, emprunte :

- la Rue de l'Aiguillerie
- et se termine sur la Rue de la Carbonnerie.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Languedoc Toitures

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

A compter du 2 Octobre et jusqu'au 6 Octobre 2017. inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les voies suivantes servent d'itinéraire aux véhicules de plus de 7.5T, spécialement autorisés et assignés à la réparation de la toiture de Notre Dame des Tables:

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

29 SEP. 2017

Publié le :

Arrêté n° 2017-P82

Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue de Nîmes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10, R. 417-12 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2016-P118 du **16 novembre 2016** réglementant la circulation et le stationnement sur l'avenue de Nîmes ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P127, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 1) ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P128, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 2) ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P130, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 4) ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P279, du 27 décembre 2013, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal n° 2014-P78, du 25 mars 2014, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de Viaduc Alphonse Loubat, de l'Avenue de Saint Lazare, de l'Avenue François Delmas, de la piste cyclable et de l'Avenue de Nîmes ;
- à l'intersection de la Rue Yehudi Menuhin, de l'Avenue de Nîmes et de la piste cyclable ;
- à l'intersection de la plate-forme du tramway, du Quai du Verdanson, de l'Avenue de Nîmes, de la Rue du Faubourg de Nîmes, de la Rue Professeur Léon Vallois, de la Place du Onze Novembre et de la piste cyclable.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux tramways puis aux véhicules venant par la droite.

Article 2 :

Il est interdit de tourner à droite dans la Rue du Marché aux Bestiaux pour tous les véhicules venant de l'Avenue de Nîmes.

Article 3 :

Il est interdit de faire demi-tour dans l'Avenue de Nîmes pour tous les véhicules circulant sur l'avenue de Nîmes vers l'avenue François Delmas au niveau de son intersection avec l'Avenue de Saint Lazare.

Article 4 :

Il est interdit de faire demi-tour dans l'Avenue de Nîmes pour tous les véhicules circulant sur l'avenue de Nîmes vers l'avenue François Delmas au niveau de son intersection avec la Rue Yehudi Menuhin.

Article 5 :

La circulation des véhicules de plus de sept tonnes cinq (7,5t) est interdite Avenue de Nîmes dans la voie de tourne à gauche de l'avenue de Nîmes vers l'avenue de Saint Lazare au niveau du carrefour à feux.

Article 6 :

Il est créé une piste cyclable bidirectionnelle réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Avenue de Nîmes côté impair sur le trottoir.

Article 7 :

Le stationnement payant dans les alvéoles aménagées de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Avenue de Nîmes côté impair .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 8 :

Les cycles ont un emplacement réservé Avenue de Nîmes côté impair :

- au n° 25 ter (2 place(s)) ;
- au n° 25 (8 place(s)) ;
- au droit du n° 23 (station Vélo magg) (8 place(s)) ;
- au n° 21 (4 place(s)) ;
- au n° 17 (5 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant.

Article 9 :

Les transports de fonds ont 1 place réservée Avenue de Nîmes côté impair au n° 9.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 10 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 11 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2016-P118 du **16 novembre 2016**, susvisé est abrogé.

Article 12 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **10 OCT. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Expert

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **30 octobre 2017** et jusqu'au **03 novembre 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Expert

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de l'Université, emprunte :

- la Rue du Refuge

et se termine sur la Rue de la Verrerie.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a ENEDIS est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 2 OCT. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Liberté

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de réparation à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, l'Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre l'Avenue Pablo Neruda et la Place Robert Schuman est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Mulero.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

02 OCT. 2017

Luc ALBERNHE


Arrêté n° 2017-T2605

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue de Heidelberg
et Avenue de Louisville**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réparation poctuelle à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 octobre 2017** et jusqu'au **06 novembre 2017** inclus, l'Avenue de Louisville à l'intersection avec l'avenue d'Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **23 octobre 2017** et jusqu'au **06 novembre 2017** inclus, Avenue de Heidelberg, au niveau de l'entrée du parking de l'ancien Mc Donald un double sens est instauré.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

02 OCT. 2017

Luc ALBERNHE



Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Marcellin Albert,
Rue Breton,
Rue de la Condamine
et Place Henri IV

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur les réseaux à la demande du service éclairage de la Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Rue Breton ;
- la Place Henri IV ;
- la Rue de la Condamine au droit de la rue Marcelin Albert sur 50ml.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Marcellin Albert

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Route de Lodève, emprunte :
• l'Allée Antonin Chauliac
et se termine sur la Rue Marcellin Albert.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise intervenante sur le chantier.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

02 OCT. 2017

Luc ALBERNHE


Arrêté n° 2017-T2607

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
ILLUMINATION de NOEL.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de mise en oeuvre et d'exploitation des illuminations de Noël à demande des Services Techniques de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Publique ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **31 janvier 2018** inclus, sur les rues suivantes, la circulation est interdite par intermittence selon l'avancement des travaux :

Rue de l'Aiguillerie, Rue de l'Ancien Courrier, Tunnel de l'Arc de triomphe, Rue de l'Argenterie, Rue Barralerie, Rue de Boussairolles, Passage Bruyas, Place de la Canourgue, Rue de la Carbonnerie, Place de la Chapelle Neuve, Rue de la Charrue, Rue du Cheval Vert, Rue Clos René, Opéra Comédie, Rue du Courreau, Rue de la Croix d'Or, Rue des Ecoles Laïques, Rue Embourque d'Or, Esplanade Charles De Gaulle, Rue des Etuves, Rue Foch, Rue Glaize, Grand-Rue Jean Moulin, Rue de l'Herberie, Halles Jacques Coeur, Rue Jean-Jacques Rousseau, Place Jean-Jaurès, Boulevard du Jeu de Paume, Rue de la Coquille, Halles Laissac, Rue Ledru-Rollin, Rue de la Loge, Passage Longon, Rue Maguelone, Place du Marché aux Fleurs, Place Des Martyrs de la Résistance, Place Du Millénaire, Place du Nombre d'Or, Boulevard de l'Observatoire, Rue du Palais des Guilhem, Rue du Petit Saint Jean, Place Pétrarque, Rue du Plan d'Agde, Rue du Plan du Parc, Rue du Puits du Temple, Rue du Pila Saint Gely, Rue Rosset, Rue En Rouan, Rue Carré Saint Anne , Place Salengro, Plan Cabanes, Place Emile Combes, Place Edouard Adam, Place des Beaux Arts , Place Bernard Délicieux , Bd D'Antigone , Halles Jacques Coeur , Fg Boutonnet .

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Article 2 :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **31 janvier 2018** inclus, Pour les rues précitées, sur les places de stationnement nécessaires et matérialisées à l'avancement des emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des entreprises CITEOS et CEGELEC

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

02 OCT. 2017

Publié le :

Arrêté n° 2017-T2608

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de la Loge
Grand Bazar.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation Vide Dressing ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 octobre 2017** et jusqu'au **07 octobre 2017** inclus, Rue de la Loge en bordure de la place Jean Jaures sur un emplacement de 15 mètres, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 19h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de l'association Lions Club.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association Lions Club

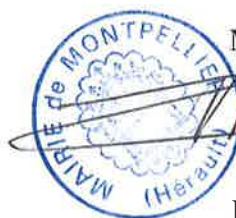
Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 02 OCT. 2017

Arrêté n° 2017-T2610

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Grandes Terres

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public à la demande du service Eclairage Public de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **20 octobre 2017** inclus, la Rue des Grandes Terres, dans sa partie comprise entre l'Impasse du Brestalou et l'Impasse de l'Infernet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue des Grandes Terres, emprunte :

- la Rue des Bouisses
- la Rue de Mourèze
- l'Impasse de l'Infernet

et se termine sur la Rue des Grandes Terres.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SPIE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

0 2 OCT. 2017

Arrêté n° 2017-T2611

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Bouisses**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau de gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

Le **04 octobre 2017**, la Rue des Bouisses, dans sa partie comprise entre Rond-Point Alexandre Yersin et l'Impasse des Bacchantes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
 - la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
 - le stationnement est interdit.
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 2 OCT. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Lunaret

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux du renouvellement du réseau gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **12 octobre 2017** et jusqu'au **17 novembre 2017** inclus, Rue Lunaret, dans sa partie comprise entre la Rue de Villefranche et la Rue Lakanal, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **12 octobre 2017** et jusqu'au **17 novembre 2017** inclus, Rue Lunaret, dans sa partie comprise entre la Rue de Villefranche et la Rue Lunaret, la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, la police et les riverains.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOBECA.

Article 5 :

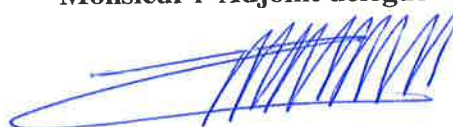
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

09 OCT. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Marché Gare, Avenue du Mas Argelliers, Rue de la Restanque et Rond-point de Saporta

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T2471 du 18 septembre 2017 ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de l'entreprise MALET ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 30 septembre 2017 les dispositions de l'arrêté 2017-T2471 du 18 septembre 2017 sont prorogées jusqu'au 04 octobre 2017 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

02 OCT 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue François Dezeuze**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **20 octobre 2017** inclus, la Rue François Dezeuze au niveau du carrefour avec l'avenue de la Colline est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

0 2 OCT. 2017

Luc ALBERNIER



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Allée de Corfou**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de rénovation bâtiment à la demande de Monsieur HOCQUET ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **04 octobre 2017** et jusqu'au **15 décembre 2017** inclus, Allée de Corfou a proximité du N°118 sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules immatriculés : 626 BGM 34 et CJ 570 MP.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur HOCQUET

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 2 OCT. 2017



Arrêté n° 2017-T2616

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue du Professeur Emile Jeanbrau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la réalisation des travaux d'extension du réseau télécom à la demande de l'entreprise Orange ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2017** et jusqu'au **03 novembre 2017** inclus, l'Avenue du Professeur Emile Jeanbrau de part et d'autre de l'entrée piétonne du pôle chimie Paul Balard sur une distance de 100 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 17h.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Orange

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

02 OCT. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Clapiès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de pose de balisettes de type J11 à la demande du Service PEPS de la Métropole de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 16 octobre 2017 et jusqu'au 20 octobre 2017 inclus, Rue Clapiès. Le stationnement est interdit à l'intersection de la Rue de l'Ecole de Droit sur 10 m de part et d'autre de la Rue. Le stationnement unilatéral permanent est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Service PEPS de la Métropole de Montpellier

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

09 OCT. 2017

Arrêté n° 2017-T2618

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Avenue Théroigne de Méricourt**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de l'agence de la S G à la demande de la société Azur Gaz Energy ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **30 janvier 2018** inclus, Avenue Théroigne de Méricourt au droit du N°57 (en face le N° 40) sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société Azur Gaz Energy.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de A G E

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 09 OCT. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2619

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard de la Perruque

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société GANGLOFF ;

Arrête :

Article 1er :

Le **03 octobre 2017**, Boulevard de la Perruque au droit du N° 37 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société GANGLOFF EC 219 HE.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société GANGLOFF

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 28 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 09 OCT. 2017





Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Développement Economique, Emploi et Insertion
Abroge et remplace l'arrêté n° 2017/0708/T/R**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Développement économique, Emploi et Insertion est composé de :

- La Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public.

Monsieur Philippe BOULET, Directeur Général Adjoint du Département Développement économique, Emploi et Insertion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe BOULET, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public est composée des services :

- Occupation du Domaine public
- Gestion des Moyens communs
- Publicité et Mobilier sur le Domaine public
- Commerce et Artisanat

Monsieur Stéphane LOPEZ, Directeur des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane LOPEZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Aurore NYBELEN pour ce qui relève du service Occupation du Domaine public, Madame Christèle DUBOZ pour ce qui relève du service Gestion des Moyens communs, Monsieur Denis BAQUIER pour ce qui relève du service Publicité et Mobilier sur le Domaine public et Madame Anne-Sophie LACOMBE pour ce qui relève du service Commerce et Artisanat.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane LOPEZ, Mesdames Aurore NYBELEN, Christèle DUBOZ, Monsieur Denis BAQUIER et Madame Anne-Sophie LACOMBE, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe BOULET.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane LOPEZ, la délégation est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-1 :

Madame Aurore NYBELEN, responsable du service Occupation du Domaine public, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aurore NYBELEN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Aurore NYBELEN et Monsieur Stéphane LOPEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-2 :

Madame Christèle DUBOZ, responsable du service Gestion des Moyens communs, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christèle DUBOZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christèle DUBOZ et Monsieur Stéphane LOPEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-3 :

Monsieur Denis BAQUIER, responsable du service Publicité et Mobilier sur le Domaine public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Denis BAQUIER et Stéphane LOPEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 2-4 :

Madame Anne-Sophie LACOMBE, responsable du service Commerce et Artisanat, reçoit à compter du 2 octobre 2017, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Sophie LACOMBE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Stéphane LOPEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie BELLANGER et Monsieur Stéphane LOPEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe BOULET.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 . 09 . 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 02 . 10 . 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Culture et Sport
Abroge et remplace l'arrêté n° VA/2017/3537**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- **VU** la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Culture et Sport est composé de :

- La Direction Culture et Patrimoine,
- Le Pôle Sports et Jeunesse, composé de la Direction Sports et Jeunesse,
- La Direction du Parc du Lunaret.

Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, les délégations ci-dessus concernant le Pôle Sports et Jeunesse, ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Madame Christel CELIÉ, Directrice du Pôle Sports et Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Marc DANIEL et Madame Christel CELIÉ, les délégations ci-dessus concernant le Pôle Jeunesse et Sports sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL les délégations ci-dessus hors Pôle Jeunesse et Sports sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services :

- Manifestations culturelles
- Archives municipales
- Administration
- Partenariat culturel
- Lieux d'Arts et d'Histoire
- Audiovisuel et Industries culturelles

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Camille AUBIN pour ce qui relève du service Manifestations culturelles, Madame Christine FEUILLAS pour ce qui relève du service Archives municipales, Madame Carine BAQUIER pour ce qui relève du service Administration, Madame Danielle GONCALVÈS pour ce qui relève du service Partenariat culturel, Monsieur Julien PRADE pour ce qui relève du service Lieux d'Arts et d'Histoire et Madame Madeline FAURE pour ce qui relève du service Audiovisuel et Industries culturelles.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Mesdames Camille AUBIN, Christine FEUILLAS, Carine BAQUIER, Danielle GONCALVÈS, de Monsieur Julien PRADE et de Madame Madeline FAURE, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-1 :

Madame Camille AUBIN, responsable du service Manifestations culturelles, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Camille AUBIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Camille AUBIN et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-2 :

Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives municipales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-3 :

Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-4 :

Madame Danielle GONCALVÈS, responsable du service Partenariat culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Danielle GONCALVÈS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Danielle GONCALVÈS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-5 :

Monsieur Julien PRADE, responsable du service Lieux d'Arts et d'Histoire, à compter du 1^{er} octobre 2017, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Julien PRADE et Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 2-6 :

Madame Madeline FAURE, responsable du service Audiovisuel et Industries culturelles, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Madeline FAURE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Madeline FAURE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3 :

La Direction Sports et Jeunesse (DSJ) est composée des services :

- Sports
- Jeunesse

Le Directeur des Sports et de la Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur des Sports et de la Jeunesse, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Christel CELIÉ, Directrice du Pôle Jeunesse et Sport.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du Directeur des Sports et de la Jeunesse et de Madame Christel CELIÉ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Geneviève CHABBERT pour ce qui relève du service Sports et Madame Aude CLARY pour ce qui relève du service Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du Directeur des Sports et de la Jeunesse et de Mesdames Christel CELIÉ, Geneviève CHABBERT et Aude CLARY, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur des Sports et de la Jeunesse et de Madame Christel CELIÉ, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-1 :

Madame Geneviève CHABBERT, responsable du service Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Geneviève CHABBERT, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur des Sports et de la Jeunesse et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Madame Christel CELIÉ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Geneviève CHABBERT, du Directeur des Sports et de la Jeunesse et de Madame Christel CELIÉ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 3-2 :

Madame Aude CLARY, responsable du service Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude CLARY, la délégation ci-dessus est accordée au Directeur des Sports et de la Jeunesse et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Madame Christel CELIÉ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Aude CLARY, du Directeur des Sports et de la Jeunesse et de Madame Christel CELIÉ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4 :

La Direction du Parc du Lunaret (DPL) est composée des services :

- Administration
- Service pédagogique
- Accueil et Surveillance
- Service technique
- Service animalier

Monsieur Luc GOMEL, Directeur du Parc du Lunaret, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc GOMEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS, Directeur zoologique, et Madame Lisa LACROIX, Directrice technique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Véronique PAPAY, pour ce qui relève du service Administration, Monsieur Vincent PERRET pour ce qui relève du service Pédagogique, Monsieur Norbert CARRASCO pour ce qui relève du service Accueil et Surveillance, Monsieur Jérôme MOYNIER pour ce qui relève du service Technique et Monsieur Baptiste CHENET pour ce qui relève du service Animalier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS, Mesdames Lisa LACROIX, Véronique PAPAY, Messieurs Vincent PERRET, Norbert CARRASCO et Jérôme MOYNIER, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation est accordée à Marc DANIEL.

ARTICLE 4-1 :

Madame Véronique PAPAY, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique PAPAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Véronique PAPAY, Messieurs Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Vincent PERRET, responsable du service Pédagogique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent PERRET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Vincent PERRET, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-3 :

Monsieur Norbert CARRASCO, responsable du service Accueil et Surveillance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Norbert CARRASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Norbert CARRASCO, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-4 :

Monsieur Jérôme MOYNIER, responsable du service Technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme MOYNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Jérôme MOYNIER, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4-5 :

Monsieur Baptiste CHENET, responsable du service Animalier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Baptiste CHENET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc GOMEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Baptiste CHENET, Luc GOMEL, David GOMIS et Madame Lisa LACROIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29.09.2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 02.10.2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Saint Maur, Avenue Xavier de Ricard et Avenue Saint Maurice de Sauret

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de sondages à la demande de RTE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **20 octobre 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- l'Avenue de Saint Maur ;
- l'Avenue Xavier de Ricard.

Article 2 :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **20 octobre 2017** inclus, la circulation est interdite Avenue de Saint Maur au droit du pont, angle Avenue Saint maurice de Sauret, Avenue Xavier de Ricard.

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Saint Maur, emprunte :

- l'Avenue Xavier de Ricard

et se termine sur l'Avenue François Delmas.

Article 4 :

À compter du 09 octobre 2017 et jusqu'au 20 octobre 2017 inclus, Avenue Saint Maurice de Sauret, Il est instauré une mise en impasse.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 06 OCT. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue de Louisville ;
- la Rue de Leyde ;
- l'Avenue du Biterrois ;
- la Rue de Sardaigne à l'angle avec l'avenue de Naples ;
- la Rue Emile Picard ;
- l'Allée de Paris.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 sur :

- la Rue de Leyde ;
- l'Avenue du Biterrois ;
- l'Avenue de Louisville ;
- la Rue de Sardaigne à l'angle avec l'avenue de Naples ;
- la Rue Emile Picard ;
- l'Allée de Paris.

Article 3 :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **08 décembre 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- l'Allée de Paris ;
- l'Avenue de Louisville ;
- l'Avenue du Biterrois ;
- la Rue de Leyde ;
- la Rue de Sardaigne à l'angle avec l'avenue de Naples ;
- la Rue Emile Picard.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Colas.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le : 09 OCT. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Saint Lazare

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du Marché de l'Octave des Morts. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **24 octobre 2017** et jusqu'au **03 novembre 2017** inclus, l'Avenue de Saint Lazare partie comprise entre l'avenue de la Reine Hélène d'Italie et le rond-point du Souvenir Français est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite à tous les véhicules et aux saufs aux riverains, aux autobus et aux livraisons des commerces situés dans cette portion de voie ;
Ces dispositions sont applicables **de 7 h 30 à 18 h 00.**
- L'arrêt et le stationnement sont interdits.
Ces dispositions sont applicables **de 7 h 30 à 18 h 00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **24 octobre 2017** et jusqu'au **03 novembre 2017** inclus, Avenue de Saint Lazare sur les emplacements habituellement situés à proximité de l'entrée du cimetière, le stationnement de tous véhicules et de y compris les taxis est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 7 h 30 à 18 h 00.**

Article 3 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

09 OCT. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2623

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Boirargues

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de déménagement à la demande de la société ART-TRANS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **05 octobre 2017**, l'Avenue de Boirargues au droit du N°223 sur un emplacement de 10 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société ART-TRANS.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le **05 octobre 2017**, Avenue de Boirargues au droit du N°223, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ART-TRANS

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 09 OCT. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Thomas Jefferson

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'intervention sur une antenne à la demande de la société NASA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 05 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, l'Avenue Thomas Jefferson à l'arrière du cinéma Gaumont sur un emplacement de 10 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- La voie de droite est interdite à la circulation .

Article 2 :

À compter du 05 octobre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Avenue Thomas Jefferson à l'arrière du cinéma Gaumont sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à nacelle de la société NASA.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société NASA

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

Luc ALBERNHE



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2625

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Catalan

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de rénovation façade à la demande de la société Acro Grand Sud ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 octobre 2017** et jusqu'au **10 octobre 2017** inclus, la Rue Catalan le long du bâtiment de la poste sur un emplacement de 50 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à nacelle de la société acro Grand Sud.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Acro garnd sud

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 OCT. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2626

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue Durand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de mise en place des conteneurs à la demande des Services Techniques de la DPVD ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 octobre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, Rue Durand sur les places de stationnement réservées et nécessaires aux emprises de travaux au droit du N°1, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 29 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 6 OCT. 2017





Arrêté du Maire

Unité des Réseaux Structurants
Montpellier Méditerranée Métropole
223, rue Guglielmo Marconi
34000 MONTPELLIER
Téléphone. 04 99 54 92 20
Affaire suivie par Didier CABANE

Références exRD132-Montpellier-Couche de roulement-Colas

Objet : – interdiction de circulation – Avenue Léon Jouhaux – Montpellier

Le Maire de la commune de Montpellier ,

Vu l'article L 3221-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la route et notamment le livre 4 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 8^{ème} partie : signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel ;

Vu l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à M. Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;

Vu la demande de l'entreprise COLAS en date du 27/09/2017, qui va effectuer des travaux de réfection de couche de roulement sur les bretelles d'accès à l'avenue Léon Jouhaux pour le compte de l'Unité Réseaux Structurants 3M.

Considérant l'obligation de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et des ouvriers,

Arrête

Article 1:

La circulation de tous les véhicules avenue Léon Jouhaux du PR 13+134 au PR 14+900 sur la commune de Montpellier, du 02/10/2017 au 06/10/2017 de 20h30 à 6h00, sera réglementée conformément aux dispositions suivantes :

- Fermeture des bretelles 1 et 2 sur RN 109 et au rond-point Maurice Genevoux ;
- Les déviations se feront par l'avenue de la Liberté, l'avenue de la Recambale et la route de la Lavérune.

Article 2:

La signalisation routière réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (LIVRE 1-8° partie).

La signalisation nécessaire dans son ensemble est à la charge de l'entreprise COLAS, représentée par Monsieur VERGNES Rémi- Parc de la Lauze 10 rue st Exupéry 34430 SAINT JEAN DE VEDAS. (Contact astreinte 24/24, 7J/7J VERGNES Rémi, 06 98 06 97 63) sous le contrôle des Services des Réseaux Structurants Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3:

Cet arrêté devra être affiché au droit du chantier par l'entreprise chargée des travaux.

Article 4:

Monsieur le Chef d'Unité Réseaux Structurants, sera chargé de l'exécution du présent arrêté qui lui a été notifié et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Commune.

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le : **02 OCT. 2017**

Ampliation
EDSR 34,
Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique,
Hérault Transports,
CODIS 34,

